

Libre-échange : nouvelle bronca des socialistes belges

UE Les Belges du groupe S&D votent contre l'accord commercial avec le Japon

► Les quatre eurodéputés sont largement isolés.
► Mais n'en démordent pas : oui à une « mondialisation régulée », non au « libre-échange entêté de la Commission ».

Cela n'aura pas le poids de la saga du Ceta. Car ils n'ont plus, cette fois, la possibilité de tout bloquer – à eux seuls. Il n'empêche : les socialistes belges au Parlement européen se signalent par une nouvelle bronca, sur le front du libre-échange. Ce mercredi ils voteront contre le méga-accord de partenariat économique signé en juillet avec le Japon, appelé à entrer en vigueur début 2019.

Les quatre eurodéputés belges du groupe des Socialistes et Démocrates (S&D) ne seront pas seuls à voter « non » en séance plénière. Mais ils savent qu'ils seront loin de rassembler une majorité. Le feu vert du Parlement européen est indispensable à la conclusion de l'accord avec Tokyo. La majorité des eurodéputés se joindra au contraire aux congratulations des institutions, qui célébreront l'alliance scellée avec la 4^e économie mondiale. D'autant qu'à côté de l'accord commercial, un « partenariat stratégique » est également noué avec les Nippons : pour promouvoir la paix, lutter contre le terrorisme, mettre en œuvre les Accords de Paris sur le climat, défendre le droit international.

Détermination farouche

À l'heure du protectionnisme unilatéraliste et de la loi du plus fort trumpien, il est toujours bon de claironner sa différence, d'ac-

clamer sa capacité à nouer des accords censés être mutuellement bénéfiques et basés sur un fort corpus de règles – le traité « Jfta » (Japan-Europe Free

Trade Agreement), c'est 562 pages, plus quelques centaines de pages d'annexes...

Mais les socialistes belges n'en démordent pas. Ils voteront contre ce « coup d'accélérateur au modèle ultralibéral, ignorant une fois de plus les critiques légitimes des citoyens, des syndicats et des mouvements sociaux », ont-ils annoncé dans un communiqué, mardi. Où ils revendiquent notamment « le respect de l'agriculture paysanne » ou refusent la « coopération réglementaire (pour harmoniser les standards, NDLR), qui institutionnalise le lobby du business ».

« Nous ne voulons pas du protectionnisme. Le populisme d'extrême droite n'est pas la solution. Mais pas davantage le libre-échange entêté de la Commission européenne. On a besoin d'accords commerciaux. Mais il faut une troisième voie, que l'on partage avec les Verts et une partie de la gauche radicale », dit l'eurodéputée PS Marie Arena, seule élue belge à siéger à la commission du commerce international du Parlement, interrogée par *Le Soir*. On dit que le développement durable, avec la COP24 en cours en Pologne, « c'est important ». Mais ce chapitre est toujours non contraignant dans le Jfta ! ».

« Le président de la commission Commerce international du PE Bernd Lange (S&D aussi, allemand) a interrogé le Premier ministre japonais Abe sur la non-ratification par le Japon de conventions de l'OIT : pas de réponse !, dénonce à son tour Marc Tarabella, PS également. Or notre philosophie générale, c'est qu'il convient de lier ces accords commerciaux au respect de cri-

tères sociaux et environnementaux, avec des mécanismes contraignants et des sanctions en cas de non-respect ».

« Nous ne serons pas seuls »

L'opposition de la « bande des quatre » au PE n'aura pas les mêmes conséquences que la fronde des Wallons (en réalité, le refus d'une majorité francophone aux parlements wallon, de la Communauté française et à Bruxelles) contre le Ceta, l'accord avec le Canada, il y a deux ans. Car le traité avec les Japonais ne contient pas de disposition sur la protection des investissements et le règlement des différends entre Etats et investisseurs (la négociation continue, séparément de l'accord déjà bouclé). Les Parlements nationaux (et régionaux, communautaires) des 28 Etats membres de l'UE n'ont dès lors pas voix au chapitre et ne doivent pas ratifier le texte. Seule l'approbation du PE est requise.

« J'espère que le PE adressera un message fort au monde en votant l'accord à une large majorité avec nos amis japonais », a indiqué mardi la commissaire en charge du Commerce Cecilia Malmström, lors du débat au Parlement à la veille du vote. Cela devrait se vérifier, à entendre les interventions, très largement favorables au Jfta. L'opposition annoncée des quatre Belges ne trouve écho, dans le camp des « progressistes », que du côté des Verts et de la gauche radicale. Même le Mouvement 5 Etoiles, qui a menacé de ne pas ratifier le Ceta à Rome, est favorable à l'accord : les droits de douane sur les pâtes vont passer de 24 % à 0...

Dans les rangs du S&D, les Belges font aussi figure d'exception, classés à la gauche de la gauche. « Nous ne serons pas seuls », assure cependant Arena, qui se défend d'adopter cette

ligne dure en vue du scrutin de mai, soulignant la « cohérence » de ses positions depuis quatre ans. « Un tiers du groupe est critique. Non pas du commerce, mais de la forme de ces accords. Une grande partie du groupe dit toutefois que c'est trop tard, qu'il faut accepter l'accord tel qu'il est. Et qu'il faut attendre les suivants pour mettre en œuvre notre modèle progressiste ».

La Feps (Fondation européenne d'étude progressiste), le think tank du S&D, a produit la

semaine dernière une « stratégie nouvelle », censée mettre le commerce au service du plus grand nombre, et non d'une minorité. Une synthèse réalisée « dans un contexte de profonde division de la gauche », reconnaît la Feps, qui a notamment associé l'ex-commissaire au Commerce et ex-patron de l'OMC Pascal Lamy et le pourfendeur wallon du Ceta, le PS Paul Magnette. Pour défendre une « vision régulée de la mondialisation », avec des accords centrés sur la réalisation des Objectifs de développement durable de l'ONU, compatibles avec la restauration d'une politique industrielle « ambitieuse » ou encore qui rompraient avec la culture du « secret dans les négociations commerciales ». ■

PHILIPPE REGNIER

« Il faut une troisième voie, que l'on partage avec les Verts et une partie de la gauche radicale »

POIDS LOURDS**Un accord « énorme »**

Ensemble, les économies de l'UE et du Japon représentent plus... d'un tiers du PNB de la planète. « *La valeur économique et politique de l'accord est énorme* », plaide la commissaire Malmström, « *alors que les bases du commerce mondial tremblent* ». Outre le partenariat politique, l'accord de libre-échange prévoit la suppression de presque tous les droits de douane : 99 % côté européen, 97 % côté japonais. Soit pour les exportateurs européens un avantage d'environ 1 milliard d'euros par an. Des barrières « *techniques et réglementaires* » aux échanges sont également levées. Une protection « *élevée* » des indications géographiques de l'UE est assurée, comme l'« *équivalence* » de la protection des données. Les marchés publics de 48 grandes villes nippones s'ouvrent aux Européens. Et la promotion du développement durable est encouragée.

PH. R.

MERCOSUR**La négociation a du plomb dans l'aile**

Après le Japon, la négociation avec le Mercosur est l'autre « gros morceau » des négociations commerciales menées par la Commission et censée être entrée dans la dernière ligne droite. Mais cette dernière phase est plutôt compliquée. Sur le fond : « *Il reste des questions-clés sans solution. Je ne sais pas combien de temps cela va prendre* », reconnaissait la commissaire Malmström le mois dernier. Et sur la forme : le nouveau président d'ultra-droite brésilien Bolsonaro menace carrément de faire sauter le « consortium » du Mercosur, qui associe son pays, l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay - bref, des poids lourds de l'Amérique latine. Jair Bolsonaro ne cache pas qu'il préférerait négocier avec son « modèle », Donald Trump, soit avec les États-Unis. Et comme son modèle,

le futur président refuse l'accord de Paris sur la lutte contre le changement climatique. Or le président français Macron a fait du respect de ces engagements la condition sine qua non de l'approbation par Paris de tout futur accord de libre-échange - un « engagement spécifique » à l'égard de ce résultat de la COP21 est ainsi repris dans le « Jefta » avec le Japon ; c'est une première.

A ce stade, la Commission souligne qu'elle « *négocie avec le gouvernement actuel. Le prochain président entrera en fonction en 2019 : nous jugerons le nouveau gouvernement lorsqu'il sera en place* ». D'autres élections pourraient également ralentir l'aboutissement d'un deal avec le Mercosur, amputé ou non de l'immense Brésil : on vote en Argentine, l'an prochain - et pour le Parlement européen, en mai.

PH. R.